ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ ΤΗι 27 ΣΕΠΤΕΜΒΡΙΟΥ 1973	ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ	ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ 241

ΝΟΜΟΘΕΤΙΚΟΝ ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 150

Περὶ κυρώσεως τῆς Διεθνοῦς Τελωνειακῆς Συμβάσεως περὶ προσωρινῆς εἰσαγωγῆς ἐπιστημονικοῦ ὑλικοῦ.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Προτάσει τοῦ Ἡμετέρου Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου, ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν :

Ἄρθρον πρῶτον.

Κυροῦται καὶ κτᾶται ἰσχὺν νόμου ἡ ὑπὸ τοῦ Συμβουλίου Τελωνειακῆς Συνεργασίας καταρτισθεῖσα ἐν Βρυξέλλαις τὴν 11ην Ἰουνίου 1968 Διεθνὴς Τελωνειακὴ Σύμβασις, ἀφορῶσα εἰς τὴν προσωρινὴν εἰσαγωγὴν ἐπιστημονικοῦ ὑλικοῦ, τὸ κείμενον τῆς ὁποίας ἔπεται τῷ παρόντι ἐν πρωτοτύπῳ εἰς τὴν Γαλλικὴν καὶ Ἀγγλικὴν καὶ ἐν μεταφράσει εἰς τὴν Ἑλληνικὴν γλῶσσαν.

Ἄρθρον δεύτερον.

1. Ἐπιτρέπεται, διὰ Π. Διαταγμάτων ἐκδιδομένων προτάσει τῶν Ὑπουργῶν Ἐξωτερικῶν καὶ Οἰκονομικῶν, ὡς καὶ τῶν κατὰ περίπτωσιν, ἁρμοδίων Ὑπουργῶν, ὅπως :

α) ἀναστέλλωνται, ἐν ὅλῳ ἢ ἐν μέρει, αἱ ἀναληφθεῖσαι δυνάμει τῆς Συμβάσεως ὑποχρεώσεις, συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον 4 ταύτης·

β) γίνωνται ἀποδεκταὶ τροποποιήσεις τῆς Συμβάσεως, υἱοθετούμεναι κατὰ τὴν διαδικασίαν τοῦ ἄρθρου 22 αὐτῆς.

2. Δι' ἀποφάσεων τοῦ Ὑπουργοῦ τῶν Οἰκονομικῶν, ὡς καὶ τοῦ κατὰ περίπτωσιν ἁρμοδίου Ὑπουργοῦ, δημοσιευομένων διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως, καθορίζονται :

α) Τὰ κατὰ τὸ ἄρθρον 1 (δ) τῆς Συμβάσεως «ἀνεγνωρισμένα ἱδρύματα» διὰ τὴν παραχώρησιν τοῦ δικαιώματος παραλαβῆς ἐπιστημονικοῦ ὑλικοῦ ἐπὶ προσωρινῇ εἰσδοχῇ·

β) αἱ κατὰ τὸ ἄρθρον 5 τῆς Συμβάσεως περιπτώσεις καὶ ἡ ἔκτασις ἀποδοχῆς ὑπευθύνου δηλώσεως ἀντὶ ἐγγυήσεως, διὰ τὴν ἐπὶ προσωρινῇ εἰσδοχῇ παραλαβὴν ἐπιστημονικοῦ ὑλικοῦ·

γ) αἱ κατὰ τὸ ἄρθρον 12 τῆς Συμβάσεως περιωρισμέναι διατυπώσεις, ἐν σχέσει πρὸς τὴν ἐφαρμογὴν τῶν ὑπ' αὐτῆς προβλεπομένων διευκολύνσεων·

δ) πᾶσα ἀναγκαία λεπτομέρεια διὰ τὴν ἐκτέλεσιν τῆς Συμβάσεως ταύτης.

3. Δι' ὁμοίων ἀποφάσεων τοῦ Ὑπουργοῦ τῶν Οἰκονομικῶν ἐπιτρέπεται, ὅπως διορθοῦνται μεταφραστικὰ σφάλματα τῆς Συμβάσεως.

Ἄρθρον τρίτον.

Ἡ ἰσχὺς τοῦ παρόντος ἀρχεται ἀπὸ τῆς δημοσιεύσεώς του διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως, τῆς δὲ Συμβάσεως κατὰ τὰ ἐν ἄρθρῳ 20 παράγραφος 2 αὐτῆς ὁριζόμενα.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 15 Σεπτεμβρίου 1973

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ
ΓΕΩΡΓΙΟΣ Χ. ΠΑΠΑΔΟΠΟΥΛΟΣ

ΤΟ ΥΠΟΥΡΓΙΚΟΝ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΝ
Ο ΠΡΩΘΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΠΑΠΑΔΟΠΟΥΛΟΣ

ΟΙ ΑΝΤΙΠΡΟΕΔΡΟΙ
ΣΤΥΛΙΑΝΟΣ ΠΑΤΤΑΚΟΣ
ΝΙΚΟΛΑΟΣ ΜΑΚΑΡΕΖΟΣ

ΤΑ ΜΕΛΗ

ΚΩΝΣΤ. ΠΑΠΑΔΟΠΟΥΛΟΣ, ΙΩΑΝ. ΑΓΑΘΑΓΓΕΛΟΥ, ΦΑΙΔΩΝ ΑΝΝΙΝΟΣ - ΚΑΒΑΛΙΕΡΑΤΟΣ, ΝΙΚ. ΕΦΕΣΙΟΣ, ΚΩΝΣΤ. ΚΑΡΤΑΛΑΣ, ΙΩΑΝ. ΚΟΥΛΗΣ, ΚΩΝΣΤ. ΠΑΝΑΓΙΩΤΑΚΗΣ, ΝΙΚ. ΓΚΑΝΤΩΝΑΣ, ΙΩΑΝ. ΛΑΔΑΣ, ΚΩΝΣΤ. ΠΑΠΑΔΗΜΗΤΡΙΟΥ, ΟΡΕΣΤΗΣ ΓΙΑΚΑΣ, ΒΑΣ. ΤΣΟΥΜΠΑΣ.

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 17 Σεπτεμβρίου 1973

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΙΩΑΝΝΗΣ ΑΓΑΘΑΓΓΕΛΟΥ

CONVENTION DOUANIERE

relative à l'importation temporaire de matériel scientifique

PREAMBULE

Les PARTIES CONTRACTANTES à la présente Convention, élaborée sous les auspices du Conseil de Coopération Douanière avec le concours de l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture (UNESCO),

Considérant que le développement de la recherche scientifique et de l'enseignement constitue un facteur déterminant de progrès économique et social,

Convaincues que l'adoption de facilités générales relatives à l'importation temporaire en franchise des droits et taxes du matériel destiné à la recherche scientifique ou à l'enseignement peut y contribuer efficacement,

Sont convenues de ce qui suit :

CHAPITRE PREMIER

Définitions

Article premier.

Aux fins de la présente Convention, on entend :

(a) par «materiel scientifique» : les instruments, appareils, machines et leurs accessoires utilisés aux fins de la recherche scientifique ou de l'enseignement;

(b) par «droits et taxes à l'importation» : les droits de douane et tous autres droits, taxes et redevances ou impositions diverses qui sont perçus à l'importation où à l'occasion de l'importation des marchandises, à l'exception des redevances et impositions dont le montant est limité au coût approximatif des services rendus;

(c) par «admission temporaire» : l'importation temporaire en franchise de droits et taxes à l'importation, sans prohibitions ni restrictions d'importation, à charge de réexportation;

(d) par «établissements agréés» : des établissements scientifiques ou d'enseignement. publics ou privés, dont l'objet est essentiellement non lucratif, qui ont été agréés par les autorités compétentes du pays d'importation pour recevoir le matériel scientifique en admission temporaire;

(e) par «ratification» : la ratification proprement dite, l'acceptation ou l'approbation;

(f) par «Conseil» : l'organisation instituée par la Convention portant création d'un Conseil de Coopération Douanière, conclue à Bruxelles le 15 décembre 1950.

CHAPITRE II.

Champ d'application.

Article 2.

Chaque Partie Contractante s'engage à accorder l'admission temporaire :

(a) au matériel scientifique destiné à être utilisé dans son territoire, exclusivement aux fins de la recherche scientifique ou de l'enseignement;

(b) aux pièces de rechange se rapportant au matériel scientifique placé en admission temporaire en vertu du paragraphe (a) ci-dessus;

(c) aux outils spécialement conçus pour l'entretien, le contrôle, le calibrage ou la réparation du matériel scientifique utilisé, dans son territoire, exclusivement aux fins de la recherche scientifique ou de l'enseignement.

Article 3.

L'admission temporaire du matériel scientifique, des pièces de rechange et des outils peut être subordonnée aux conditions suivantes :

(a) qu'ils soient importés par des établissements agréés et soient utilisés sous le contrôle et la responsabilité de ces établissements;

(b) qu'ils soient utilisés, dans le pays d'importation. à des fins non commerciales;

(c) qu'ils soient importés en nombre raisonnable compte tenu de leur destination;

(d) qu'ils soient susceptibles d'être identifiés lors de leur réexportation;

(e) qu'ils demeurent, pendant le séjour dans le pays d'importation, la propriété d'une personne physique domiciliée à l'étranger ou d'une personne morale ayant son siège à l'étranger.

Article 4.

Chaque Partie Contractante peut suspendre, en totalité ou en partie, les engagements qu'elle a pris en vertu de la présente Convention lorsque des marchandises de valeur scientifique équivalente au matériel scientifique ou aux pièces de rechange dont l'admission temporaire est envisagée sont produites et disponibles dans le pays d'importation.

CHAPITRE III

Dispositions particulières

Article 5.

Chaque Partie Contractante s'engage, dans tous les cas où elle l'estime possible, à ne pas exiger la constitution d'une garantie pour le montant des droits et taxes à l'importation et se contenter d'un engagement écrit. Ledit engagement peut être exigé soit à l'occasion de chaque importation, soit à titre général pour une période déterminée ou, le cas échéant, pour la durée de l'agrément accordé à l'établissement.

Article 6.

1. Le matériel scientifique placé en admission temporaire doit être réexporté dans un délai de six mois à partir de la date de son importation. Toutefois, les autorités douanières du pays d'importation temporaire peuvent exiger que le matériel soit réexporté dans un délai plus court jugé suffisant pour que l'objectif de l'importation temporaire soit atteint.

2. Pour des raisons valables, les autorités douanières peuvent soit accorder un délai plus long, soit proroger le délai initial.

3. Lorsque tout ou partie du matériel scientifique placé en admission temporaire ne peut être réexporté par suite d'une saisie et que cette saisie n'a pas été pratiquée à la requête de particuliers, l'obligation de réexportation est suspendue pendant la durée de la saisie.

Article 7.

La réexportation du matériel scientifique placé en admission temporaire peut s'effectuer en une ou plusieurs fois, par tout bureau de douane ouvert à ces opérations, même s'il est différent du bureau d'importation.

Article 8.

La matériel scientifique placé en admission temporaire peut recevoir une destination autre que la réexportation et notamment être mis à la consommation intérieure sous réserve qu'il soit satisfait aux conditions et aux formalités prévues par les lois et réglements du pays d'importation temporaire.

Article 9.

En cas d'accident dûment établi, nonobstant l'obligation de réexportion prévue par la prévente Convention, la réexportation de tout ou partie du matériel scientifique gravement endommagé n'est pas exigée pourvu qu'il soit, selon la décision des autorités douanières :

(a) soumis aux droits et taxes à l'importation dus en l'espèce; ou

(b) abandonné libre de tous frais au Trésor public du pays d'importation temporaire.

(c) détruit sous contrôle officiel, sans qu'il puisse en résulter de rais pour le Tresor public du pays d'importation temporaire.

Article 10.

Les dispositions prévues à l'Article 9 ci-dessus s'appliquent également aux pièces qui ont été remplacées à la suite de la réparation du matériel scientifique ou de modifications apportées à celui-ci durant son séjour dans le territoire d'importation temporaire.

Article 11.

Les dispositions des Articles 6 à 9 s'appliquent également aux pièces de rechange et aux outils visés à l'Article 2.

CHAPITRE IV

Dispositions diverses

Article 12.

1. Chaque Partie Contractante réduit au minimum les formalités douanières afférentes aux facilités prévues par la présente Convention et publie, dans les plus brefs délais, les règlements qu'elle édicte au sujet de ces formalités.

2. A l'entrée comme à la sortie, la vérification et le dédouanement du matériel scientifique sont effectués, dans tous les cas où cela est possible et opportun, sur les lieux d'utilisation de ce matériel.

Article 13.

Les dispositions de la présente Convention établissent des facilités minima et ne mettent pas obstacle à l'application de facilités plus grandes que certaines Parties Contractantes accordent ou accorderaient soit par des dispositions unilatérales, soit en vertu d'accords bilatéraux ou multilatéraux.

Article 14.

Pour l'application de la présente Convention, les territoires des Parties Contractantes qui forment une union douanière ou économique peuvent être considérés comme un seul territoire.

Article 15.

Les dispositions de la présente Convention ne mettent pas obstacle à l'application des prohibitions et restrictions dérivant des lois et règlements nationaux et fondées sur des considérations de moralité ou d'ordre publics, de sécutité publique, d'hygiène ou de santé publiques, ou se rapportant à la protection des brevets et marques de fabrique.

Article 16.

Toute infraction aux dispositions de la présente Convention, toute substitution, fausse déclaration ou manoeuvre ayant pour effet de faire bénéficier indûment une personne (physique ou morale) ou un matériel des facilités prévues par la présente Convention, expose le contrevenant, dans le pays où l'infraction est commise, aux sanctions prévues par les lois et règlements de ce pays et, le cas échéant, au paiement des droits et taxes à l'importation exigibles.

CHAPITRE V

Clauses finales

Article 17.

1. Les Parties Contractantes se réunissent lorsqu'il est nécessaire pour examiner les conditions dans lesquelles la présente Convention est appliquée afin, notamment, de rechercher les mesures propres à en assurer l'interprétation et l'application uniformes.

2. Ces réunions sont convoquées par le Secrétaire Général du Conseil, sur la demande d'une Partie Contractante, et, sauf décision contraire des Parties Contractantes, elles se tiennent au siège du Conseil.

3. Les Parties Contactantes établissent le règlement intérieur de leurs réunions. Les décisions des Parties Contractantes sont prises à la majorité des deux-tiers de celles qui sont présentes et qui prennent part au vote.

4. Les Parties Contractantes ne peuvent valablement se prononcer sur une question que si plus de la moitié d'entre elles sont présentes.

Article 18.

1. Tout différend entre Parties Contractantes en ce qui concerne l'interprétation ou l'application de la présente Convention est, autant que possible, réglé par voie de négociations directes entre lesdites Parties.

2. Tout différend qui n'est pas réglé par voie de négociations directes est porté, par les Parties en cause, devant les Parties Contractantes réunies dans les conditions prévues à l'Article 17 de la présente Convention, qui examinent le différend et font des recommandations en vue de son règlement.

3. Les Parties au différend peuvent convenir d'avance d'accepter les recommandations des Parties Contractantes.

Article 19.

1. Tout Etat membre du Conseil et tout Etat membre de l'Organisation des Nations Unies ou de ses institutions spécialisées peut devenir Partie Contractante à la présente Convention:

(a) en la signant, sans réserve de ratification;

(b) en déposant un instrument de ratification après l'avoir signée sous réserve de ratification; ou

(c) en y adhérant.

2. La présente Convention est ouverte jusqu'au 30 juin 1969 au siège du Conseil, à Bruxelles, à la signature des Etats visés au paragraphe 1 du présent Article. Après cette date, elle sera ouverte à leur adhésion.

3. Tout Etat non membre des organisations visées au paragraphe 1 du présent Article, auquel une invitation est adressée à cet effet par le Secrétaire Général du Conseil, sur la demande des Parties Contractantes, peut devenir Partie Contractante à la présente Convention en y adhérant après son entrée en vigueur.

4. Les instruments de ratification ou d'adhésion sont déposés auprès du Secrétaire Général du Conseil.

Article 20.

1. La présente Convention entre en vigueur trois mois après que cinq des Etats mentionnés au paragraphe 1 de l'Article 19 de la présente Convention l'ont signée sans réserve de ratification ou ont déposé leur instrument de ratification ou d'adhésion.

2. A l'egard de tout Etat qui signe la présente Convention sans réserve de ratification, qui la ratifie ou y adhère, après que cinq Etats ont soit signé la Convention sans réserve de ratification, soit déposé leur instrument de ratification ou d'adhésion, la présente Convention entre en vigueur trois mois après que ledit Etat a signé sans réserve de ratification ou déposé son instrument de ratification ou d'adhésion.

Article 21.

1. La présente Convention est conclue pour une durée illimitée. Toutefois, toute Partie Contractante peut la dénoncer à tout moment après la date de son entrée en vigueur, telle qu'elle est fixée à l'Article 20 de la présente Convention.

2. La dénonciation est notifiée par un instrument écrit déposé auprès du Secrétaire Général du Conseil.

3. La dénonciation prend effet six mois après la réception de l'instrument de dénonciation par le Secrétaire Général du Conseil.

Article 22.

1. Les Parties Contractantes, réunies dans les conditions prévues à l'Article 17 ci-dessus, peuvent recommander des amendements à la présente Convention.

2. Le texte de tout amendement ainsi recommandé est communiqué par le Secrétaire Général du Conseil à toutes les Parties Contractantes, à tous les autres Etats signataires, au Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies et au Directeur Général de l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture (UNESCO).

3. Dans un délai de six mois à compter de la date de la communication de l'amendement recommandé, toute Partie Contractante peut faire connaître au Secrétaire Général du Conseil:

(a) soit qu'elle a une objection à l'amendement recommandé;

(b) soit que, bien qu'elle ait l'intention d'accepter l'amendement recommandé, les conditions nécessaires à cette acceptation ne se trouvent pas encore remplies dans son pays.

4. Aussi longtemps qu'une Partie Contractante qui a adressé la communication prévue ci-dessus au paragraphe 3 (b) n'a pas notifié son acceptation au Secrétaire Général du Conseil, elle peut, pendant un délai de neuf mois à partir de l'expiration du délai de six mois prévu au paragraphe 3 du présent Article, présenter une objection à l'amendement recommandé.

5. Si une objection à l'amendement recommandé est formulée dans les conditions prévues aux paragraphes 3 et 4 du présent Article, l'amendement est considéré comme n'ayant pas été accepté et reste sans effet.

6. Si aucune objection à l'amendement recommandé n'a été formulée dans les conditions prévues aux paragraphes 3 et 4 du présent Article, l'amendement est réputé accepté à la date suivante:

(a) lorsqu'aucune Partie Contractante n'a adressé de communication en application du paragraphe 3 (b) du présent Article, à l'expiration du délai de six mois visé à ce paragraphe 3;

(b) lorsqu'une ou plusieurs Parties Contractantes ont adressé une communication en application du paragraphe 3 (b) du présent Article, à la plus rapprochée des deux dates suivantes:

(i) date à laquelle toutes les Parties Contractantes ayant adressé une telle communication ont notifié au Secrétaire Général du Conseil leur acceptation de l'amendement recommandé, cette date étant toutefois reportée à l'expiration du délai de six mois visé au paragraphe 3 du présent Article si toutes les acceptations ont été notifiées antérieurement à cette expiration;

(ii) date d'expiration du délai de neuf mois visé au paragraphe 4 du présent Article.

7. Tout amendement réputé accepté entre en vigueur six mois après la date à laquelle il a été réputé accepté.

8. Le Secrétaire Général du Conseil notifie le plus tôt possible à toutes les Parties Contractantes et autres Etats signataires toute objection formulée conformément au paragraphe 3 (a) du présent Article ainsi que toute communication adressée conformément au paragraphe 3 (b). Il fait savoir ultérieurement à toutes les Parties Contractantes et autres Etats signataires si la ou les Parties Contractantes qui ont adressé une telle communication élèvent une objection contre l'amendement recommandé ou l'acceptent.

9. Tout Etat qui ratifie la présente Convention ou y adhère est réputé avoir accepté les amendements entrés en vigueur à la date du dépôt de son instrument de ratification ou d'athésion.

Article 23.

1. Tout Etat peut, soit au moment de la signature sans réserve de ratification, de la ratification ou de l'adhésion, soit ultérieurement, notifier au Secrétaire Général du Conseil que la présente Convention s'étend à l'ensemble ou à certains des territoires dont les relations internationales sont placées sous sa responsabilité ou dont il assume la responsabilité internationale. Cette notification prend effet trois mois après la date à laquelle le Secrétaire Général la reçoit. Toufefois, la Convention ne peut devenir applicable aux territoires désignés dans la notification avant qu'elle ne soit entrée en vigueur à l'égard de l'Etat intéressé.

2. Tout Etat ayant, en application du paragraphe 1 du présent Article, notifié que la présente Convention s'étend à un territoire dont les relations internationales sont placées sous sa responsabilité ou dont il assume la responsabilité internationale, peut notifier au Secrétaire Général du Conseil, conformément aux dispositions de l'Article 21 de la présente Convention, que ce territoire cessera d'appliquer la Convention.

Article 24.

Aucune réserve à la présente Convention n'est admise.

Article 25.

Le Secrétaire Général du Conseil notifie à toutes les Parties Contractantes ainsi qu'aux autres Etats signataires, au Secrétaire Général des Nations Unies et au Directeur Général de l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture (UNESCO):

(a) les signatures, ratifications et adhésions visées à l'Article 19 de la présente Convention;

(b) la date à laquelle la présente Convention entre en vigueur conformément à l'Article 20;

(c) les dénonciations reçues conformément à l'Article 21;

(d) les amendements réputés acceptés conformément à l'Article 22 ainsi que la date de leur entrée en vigueur ;

(e) les notifications reçues conformément à l'Article 23.

Article 26.

Conformément à l'Article 102 de la Charte des Nations Unies, la présente Convention sera enregistrée au Secrétariat des Nations Unies à la requête du Secrétaire Général du Conseil.

En foi de quoi les soussignés à ce dûment autorisés ont signé la présente Convention.

Fait à Bruxelles, le onze juin mil neuf cent soixante-huit, en langues française et anglaise, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé auprès du Secrétaire Général du Conseil qui en transmettra des copies certifiées conformes à tous les Etats visés au paragraphe 1 de l'Article 19 de la présente Convention.

CUSTOMS CONVENTION

on the temporary importation of scientific equipment

PREAMBLE

The CONTRACTING PARTIES to the present Convention, established under the auspices of the

Customs Co-operation Council in consultation with the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organisation (UNESCO),

Considering that the development of scientific research and education is vitally important to economic and social progress,

Convinced that the adoption of general facilities for the temporary duty- and tax-free importation of equipment for scientific research or for education can make an effective contribution to that end,

Have agreed as follows :

CHAPTER I

Definitions

Article 1.

For the purposes of this Convention :

(a) the term «scientific equipment» means instruments, apparatus, machines or accessories therefor used for purposes of scientific research or education ;

(b) the term «import duties and taxes» means Customs duties and all other duties, taxes, fees or other charges wihich are collected on or in connection with the importation of goods, but not including fees and charges which are limited in amount to the approximate cost of services rendered ;

(c) the term «temporary admission» means temporary importation free of import duties and taxes and free of import prohibitions and restrictions, subject to re-exportation ;

(d) the term «approved institutions» means public or private scientific or educational institutions whose aims are essentially non-profit making and which have been approved by the competent authorities of the importing country for the purpose of receiving scientific equipment on temporary admission ;

(e) the term «ratification» means ratification, acceptance or approval ;

(f) the term «the Council» means the Organisation set up by the Convention establishing a Customs Co-operation Council, done at Brussels on 15th December, 1950.

CHAPTER II

Scope.

Article 2.

Each Contracting Party undertakes to grant temporary admission to :

(a) scientific equipment which is to be used within its territory solely for purposes of scientific research or education ;

(b) spare parts for scientific equipment which has been granted temporary admission under paragraph (a) of this Article ;

(c) tools specially designed for the maintenance, checking, gauging or repair of scientific equipment which is used within its territory solely for purposes of scientific research or education.

Article 3.

Temporary admission of the scientific equipment, spare parts and tools may be made subject to the following conditions :

(a) that they are imported by approved institutions and used under their control and responsibility ;

(b) that they are used for non-commercial purposes within the country of importation ;

(c) that they are imported in reasonable quantities having regard to the purpose of the importation ;

(d) that they are capable of identification on re-exportation ;

(e) that while they are in the country of importation they remain in the ownership of a natural person resident abroad or a legal person established abroad.

Article 4.

Each Contractong Party may suspend, in whole or in part, the undertakings given under this Convention where goods of equivalent scientific value to the scientific equipment or spare parts whose temporary admission is sought are produced and available in the country of importation.

CHAPTER III

Special provisions

Article 5.

Each Contracting Party undertakes wherever it deems it possible not to require security for the amount of import duties and taxes, but to be satisfied with a written undertaking. Such undertaking may be required for each importation or on a general basis for a specified period or, where applicable, for the period of approval of the institution.

Article 6.

1. Scientific equipment granted temporary admission shall be re-exported within six months from the date of importation. However, the Customs authorities of the country of temporary importation may require re-exportation within a shorter period considered sufficient to achieve the object of temporary importation.

2. For valid reasons, the Customs authorities may either grant a longer period or extend the initial period.

3. When all or part of the scientific equipment granted temporary admission cannot be re-exported as a result of a seizure, other than a seizure made at the suit of private persons, the requirement of re-exportation shall be suspended for the duration of the seizure.

Article 7.

Scientific equipment granted temporary admission may be re-exported in one or several consignments, through any Customs office open for such operations, iand not necessarily through the Customs office of mportation.

Article 8.

Scientific equipment granted temporary admission may be disposed of otherwise than by re-exportation, and in particular may be taken into home use, subject to compliance with the conditions and formalities laid down by the laws and regulations of the country of temporary importation.

Article 9.

Notwithstanding the requirement of re-exportation laid down by this Convention, the re-exportation of all or part of scientific equipment badly damaged in duly authenticated accidents shall not be required, provided that it is :

(a) subjected to the import duties and taxes to which it is liable ; or

(b) abandoned free of all expense to the Exchequer of the country into wich it was temporarily imported ; or

(c) destroyed, under official supervision, without expense to the Exchequer of the country into which it was temporarily imported ;

as the Customs authorities may require.

Article 10.

The provisions laid down in Article 9 above shall also apply to parts which have been replaced as a result of repairs or alterations undergone by the scientific equipment while in the country of temporary importation.

Article 11.

The provisions of Articles 6, 7, 8 and 9 shall also apply to the spare parts and tools referred to in Article 2.

CHAPTER IV.

Miscellaneous provisions

Article 12.

1. Each Contracting Party shall reduce to a minimum the Customs formalities required in connection with the facilities provided for in this Convention. All regulations concerning such formalities shall be promptly published.

2. Customs examination and clearance on the importation and re-exportation of scientific equipment shall, whenever possible and appropriate, be effected at the place of use of the equipment.

Article 13.

The provisions of this Convention set out the minimum facilities to be accorded. They do not prevent the application of greater facilities which certain Contracting Parties grant or may grant in future by unilateral provisions or by virture of bilateral or multilateral agreements.

Article 14.

For the purpose of this Convention, the territories of Contracting Parties which form a Customs or economic union may be taken to be a single territory.

Article 15.

The provisions of this Convention shall not preclude the application of prohibitions or restrictions imposed under national laws and regulations on grounds of public morality or order, public security, public hygiene or health , or relating to the protection of patents and trade matks.

Article 16.

Anyh breach of the provisions of this Convention, any substitution, false declaration or act having the effect of causing a person (natural or legal) or equipment improperly to benefit from the facilities provided for in this Convention, may render the offender liable in the country where the offence was committed to the penalties prescribed by the laws and regu-- lations of that country and to payment of any import duties and taxes chargeable.

CHAPTER V.

Final provisions

Article 17.

1. The Contracting Parties shall meet together when necessary in order to consider the operation of the present Convention and, in particular, in order to consider measures to secure uniformity in the interpretation and application of the present Convention.

2. Such meetings shall be convened by the Secretary General of the Council at the request of any Contracting Party. Unless the Contracting Parties otherwise decide, the meetings shall be held at the Headquarters of the Council.

3. The Contracting Parties shall lay down the rules of procedure for their meetings. Decisions of the Contracting Parties shall be taken by a majority of not less than two-thirds of the Contracting Parties present at the meeting and voting.

4. The Contracting Parties shall not take a decision on any matter unless more than half of them are present.

Article 18.

1. Any dispute between Contracting Parties concerning the interpretation or application of the present Convention shall so far as possible be settled by negotiation between them.

2. Any dispute which is not settled by negotiation shall be referred by the Contracting Parties in dispute to the Contracting Parties, meeting in conformity with Article 17 of the present Convention, which shall thereupon consider the dispute and make recommendations for its settlement.

3. The Contracting Parties in dispute may agree in advance to accept the recommendations of the Contracting Parties as binding.

Article 19.

1. Any State Member of the Council and any State Member of the United Nations or its specialised agencies may become a Contracting Party to the present Convention:

(a) by signing it without reservation of ratification;
(b) by depositing an instrument of ratification after signing it subject to ratification; or
(c) by acceding to it.

2. The present Convention shall be open until 30th June 1969, for signature at the Headquarters of the Concil in Brussels, by the States referred to in paragraph 1 of this Article. Thereafter, it shall be open for their accession.

3. Any State, not being a Member of the Organisations referred to in paragraph 1 of this Article, to which an invitation to that effect has been addressed by the Secretary General of the Council at the request of the Contracting Parties, may become a Contracting Party to the present Convention by acceding thereto after its entry into force.

4. The instruments of ratification or accession shall be deposited with the Secretary General of the Council.

Article 20.

1. The present convention shall enter into force three months after five of the States referred to in paragraph 1 of Article 19 thereof have signed it without reservation of ratification or have deposited their instruments of ratification or accession.

2. For any State signing without reservation of ratification, ratifying or acceding to the present Convention after five States have signed it without reservation of ratification or have deposited their instruments of ratification or accession, the present Convention shall enter into force three months after the said State has signed without reservation of ratification or deposited its instrument of ratification or accession.

Article 21.

1. The present Convention is of unlimited duration. However, any Contracting Party may denounce it at any time after the date of its entry into force under Article 20 thereof.

2. The denunciation shall be notified by an instrument in writing, deposited with the Secretary General of the Council.

3. The denunciation shall take effect six months after the receipt of the instrument of denunciation by the Secretary General of the Council.

Article 22.

1. The Contracting Parties meeting in conformity with Article 17 of the present Convention may recommend amendments thereto.

2. The text of any amendment so recommended shall be communicated by the Secretary General of the Council to all Contracting Parties, to all other signatory States, to the Secretary General of the United Nations and to the Director General of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organisation (UNESCO).

3. Within a period of six months from the date on which the recommended amendment is so communicated, any Contracting Party may inform the Secretary General of the Council;

(a) that it has an objection to the recommended amendment, **or**

(b) that, althouth it intends to accept the recommended amendment, the conditions necessary for such acceptance are not yet fulfilled in its country.

4. If a Contracting Party sends the Secretary General of the Council a communication as provided for in paragraph 3 (b) of this Article, it may, so long as it has not notified the Secretary General of its acceptance of the recommended amendment, submit an objection to that amendment within a period of nine months following the expiry of the six-month period referred to in paragraph 3 of this Article.

5. If an objection to the recommended amendment is stated in accordance with the terms of paragraph 3 or 4 of this Article, the amendment shall be deemed not to have been accepted and shall be of no effect.

6. If no objection to the recommended amendment in accordance with paragraph 3 or 4 of this Article has been stated, the amendment shall be deemed to have been accepted as from the date specified below:

(a) if no Contracting Party has sent a communication in accordence with paragraph 3 (b) of this Article, on the expiry of the period of six months referred to in paragraph 3;

(b) if any Contracting Party has sent a communication in accordance with paragraph 3 (b) of this Article, on the earlier of the following two dates:

(i) the date by which all the contracting Parties which sent such communications have notified the Secretary General of the Council of their acceptance of the recommended amendment, provided that, if all the acceptances were notified before the expiry of the period of six months referred to in paragraph 3 of this Article, that date shall be taken to be the date of expiry of the said six-month period;

(ii) the date of expiry of the nine-month period referred to in paragraph 4 of this Article.

7. Any amendment deemed to be accepted shall enter into force six months after the date on which it was deemed to be accepted.

8. The Secretary General of the Council shall, as soon as possible, notify all Contracting Parties and other signatory States of any objection to the recommended amendment made in accordance with paragraph 3 (a), and of any communication received in accordance with paragraph 3 (b), of this Article. He shall subsequently inform all the Contracting Parties and other signatory States whether the Contracting Party or Parties which have sent such communication raise an objection to the recommended amendment or accept it.

9. Any State ratifying or acceding to the present Convention shall be deemed to have accepted any amendments thereto which have entered into force at the date of deposit of its instrument of ratification or accession.

Article 23.

1. Any State may, at the time of signing the present Convention without reservation of ratification or of depositing its instrument of ratification or accession or at any time thereafter, declare by notification given to the Secretary General of the Council that the present Convention shall extend to all or any of the territories for whose international relations it is responsible or for which it assumes international responsibility. Such notification shall take effect three months after the date of the receipt thereof by the Secretary General of the Council provided, however, that the Convention shall not apply to the territories named in the notification before the Convention has entered into force for the State concerned.

2. Any State which has made a notification under paragraph 1 of this Article extending the present Convention to any territory for whose international relations it is responsible or for which it assumes international responsibility may notify the Secretary General of the Council, in accordance with the provisions of Article 21 of the present Convention, that the territory in question will no longer apply the Convention.

Article 24.

No reservation to this Convention shall be permitted.

Article 25.

The Secretary General of the Council shall notify all Contracting Parties, the other signatory States, the Secretary General of the United Nations and the Director General of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organisation (UNESCO), of :

(a) signatures, ratifications and accessions under Article 19 of the present Convention;

(b) the date of entry into force of the present Convention in accordance with Article 20;

(c) denunciations under Article 21;

(d) any amendment deemed to have been accepted in accordance with Article 22 and the date of its entry into force;

(e) notifications received in accordance with Article 23.

Article 26.

In accordance with Article 102 of the Charter of the United Nations, the present Convention shall be registered with the Secretariat of the United Nations at the request of the Secretary General of the Council.

In witness whereof the undersigned being duly authorised thereto, have signed the present Convention.

Done at Brussels this eleventh day of June, nineteen hundred and sixty eight, in the English and French languages, both texts being equally authentic, in a single original which shall be deposited with the Secretary General of the Council who shallt ransmit certified copies to all the States referred to in paragraph 1 of Article 19 of the present Convention.

ΤΕΛΩΝΕΙΑΚΗ ΣΥΜΒΑΣΙΣ

Περὶ τῆς προσωρινῆς εἰσαγωγῆς ἐπιστημονικοῦ ὑλικοῦ.

ΠΡΟΟΙΜΙΟΝ

Τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη εἰς τὴν παροῦσαν Σύμβασιν, καταρτισθεῖσαν ὑπὸ τὴν αἰγίδα τοῦ Συμβουλίου Τελωνειακῆς Συνεργασίας, τῇ συνδρομῇ καὶ τῆς Ὀργανώσεως τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν Ἐκπαίδευσιν, τὴν Ἐπιστήμην καὶ τὴν Μόρφωσιν (UNESCO),

Ἐκτιμῶντα, ὅτι ἡ ἀνάπτυξις τῆς ἐπιστημονικῆς ἐρεύνης καὶ τῆς ἐκπαιδεύσεως συνιστᾷ ἀποφασιστικὸν παράγοντα οἰκονομικῆς καὶ κοινωνικῆς προόδου,

Πεπεισμένα, ὅτι ἡ υἱοθέτησις γενικῶν διευκολύνσεων ἀφορωσῶν εἰς τὴν ἄνευ καταβολῆς δασμῶν καὶ λοιπῶν φόρων προσωρινὴν εἰσαγωγὴν ὑλικοῦ προοριζομένου διὰ τὴν ἐπιστημονικὴν ἔρευναν ἢ τὴν ἐκπαίδευσιν, δύναται νὰ συμβάλῃ ἀποτελεσματικῶς εἰς τὸν σκοπὸν τοῦτον,

Συνεφώνησαν ὡς ἀκολούθως :

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ ΠΡΩΤΟΝ

Ὁρισμοί.

Ἄρθρον 1.

Διὰ τοὺς σκοποὺς τῆς παρούσης Συμβάσεως νοοῦνται :

(α) ὡς «ἐπιστημονικὸν ὑλικόν».: τὰ ὄργανα, αἱ συσκευαί, αἱ μηχαναὶ καὶ τὰ ἐξαρτήματα αὐτῶν, τὰ χρησιμοποιούμενα διὰ σκοποὺς ἐπιστημονικῆς ἐρεύνης ἢ ἐκπαιδεύσεως.

(β) ὡς «εἰσαγωγικοὶ δασμοὶ καὶ φόροι» : οἱ τελωνειακοὶ δασμοὶ καὶ πάντα τὰ λοιπὰ δικαιώματα, φόροι καὶ τέλη ἢ ἕτεραι ἐπιβαρύνσεις, εἰσπραττόμενα κατὰ τὴν εἰσαγωγὴν ἢ ἐπ' εὐκαιρίᾳ τῆς εἰσαγωγῆς τῶν ἐμπορευμάτων, ἐξαιρέσει τῶν τελῶν καὶ ἐπιβαρύνσεων τῶν ὁποίων τὸ ὕψος περιορίζεται εἰς τὸ κατὰ προσέγγισιν κόστος τῶν παρεχομένων ὑπηρεσιῶν.

(γ) ὡς «προσωρινὴ εἰσδοχή»: ἡ προσωρινὴ εἰσαγωγὴ ἄνευ εἰσαγωγικῶν δασμῶν καὶ φόρων καὶ ἄνευ ἀπαγορεύσεων καὶ περιορισμῶν εἰσαγωγῆς ὑπὸ τὸν ὅρον τῆς ἐπανεξαγωγῆς.

(δ) ὡς «ἀνεγνωρισμένα ἱδρύματα»: ἐπιστημονικὰ ἢ ἐκπαιδευτικὰ ἱδρύματα, δημόσια ἢ ἰδιωτικά, τῶν ὁποίων ὁ σκοπὸς εἶναι οὐσιαστικῶς μὴ κερδοσκοπικὸς καὶ εἰς τὰ ὁποῖα ἀνεγνωρίσθη ὑπὸ τῶν ἁρμοδίων ἀρχῶν τῆς χώρας εἰσαγωγῆς τὸ δικαίωμα ὅπως παραλαμβάνουν τὸ ἐπιστημονικὸν ὑλικὸν ἐπὶ προσωρινῇ εἰσδοχῇ.

(ε) ὡς «ἐπικύρωσις»: ἡ κυρίως εἰπεῖν ἐπικύρωσις, ἡ ἀποδοχὴ ἢ ἡ ἔγκρισις.

(στ) ὡς «Συμβούλιον»: ἡ Ὀργάνωσις ἡ συσταθεῖσα διὰ τῆς ἱδρυτικῆς τοῦ Συμβουλίου Τελωνειακῆς Συνεργασίας Συμβάσεως, συναφθείσης ἐν Βρυξέλλαις τὴν 15ην Σεπτεμβρίου 1950.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ ΙΙ.

Πεδίον ἐφαρμογῆς.

Ἄρθρον 2.

Ἕκαστον Συμβαλλόμενον Μέρος ἀναλαμβάνει τὴν ὑποχρέωσιν, ὅπως παραδίδῃ ἐπὶ προσωρινῇ εἰσδοχῇ :

α) τὸ ἐπιστημονικὸν ὑλικόν, τὸ προοριζόμενον νὰ χρησιμοποιηθῇ ἐντὸς τοῦ ἐδάφους του ἀποκλειστικῶς καὶ μόνον εἰς σκοποὺς ἐπιστημονικῆς ἐρεύνης ἢ ἐκπαιδεύσεως,

β) τὰ ἀνταλλακτικὰ τοῦ ἐπιστημονικοῦ ὑλικοῦ, ὅπερ παρεδόθη ἤδη ἐπὶ προσωρινῇ εἰσδοχῇ δυνάμει τῆς ἀνωτέρω παραγράφου (α),

γ) τὰ ἐργαλεῖα τὰ προοριζόμενα εἰδικῶς διὰ τὴν συντήρησιν, τὸν ἔλεγχον, τὴν μέτρησιν ἢ τὴν ἐπισκευὴν τοῦ ἐπιστημονικοῦ ὑλικοῦ τοῦ χρησιμοποιουμένου ἐντὸς τοῦ ἐδάφους του διὰ σκοποὺς ἀποκλειστικῶς ἐπιστημονικῆς ἐρεύνης ἢ ἐκπαιδεύσεως.

Ἄρθρον 3.

Ἡ ἐπὶ προσωρινῇ εἰσδοχῇ παράδοσις τοῦ ἐπιστημονικοῦ ὑλικοῦ, τῶν ἀνταλλακτικῶν καὶ τῶν ἐργαλείων δύναται νὰ πραγματοποιῆται ὑπὸ τοὺς ἀκολούθους ὅρους :

α) νὰ εἰσάγωνται ὑπὸ ἀνεγνωρισμένων ἱδρυμάτων καὶ νὰ χρησιμοποιῶνται ὑπὸ τὴν ἐπίβλεψιν καὶ τὴν εὐθύνην τῶν ἱδρυμάτων τούτων·

β) νὰ χρησιμοποιῶνται διὰ μὴ ἐμπορικοὺς σκοποὺς ἐντὸς τῆς χώρας εἰσαγωγῆς·

γ) νὰ εἰσάγωνται εἰς λογικὰς ποσότητας ἐν σχέσει πρὸς τὸν προορισμόν των·

δ) νὰ καθίσταται ἐφικτὴ ἡ ἐξακρίβωσις τῆς ταυτότητός των κατὰ τὴν ἐπανεξαγωγήν·

ε) νὰ εὑρίσκωνται κατὰ τὴν παραμονήν των ἐντὸς τῆς χώρας εἰσαγωγῆς εἰς τὴν κυριότητα ἑνὸς φυσικοῦ προσώπου, κατοίκου ἐξωτερικοῦ ἢ ἑνὸς νομικοῦ προσώπου ἔχοντος τὴν ἕδραν του εἰς τὸ ἐξωτερικόν.

Ἄρθρον 4.

Ἕκαστον Συμβαλλόμενον Μέρος δύναται νὰ ἀναστέλλῃ ἐν ὅλῳ ἢ ἐν μέρει τὰς ὑποχρεώσεις τὰς ὁποίας ἀνέλαβε δυνάμει τῆς παρούσης Συμβάσεως, ὁσάκις παράγονται καὶ διατίθενται ἐν τῇ Χώρᾳ εἰσαγωγῆς εἴδη ἰσοδυνάμου ἐπιστημονικῆς ἀξίας πρὸς τὸ ἐπιστημονικὸν ὑλικὸν ἢ τὰ ἀνταλλακτικὰ τούτου, ὧν ζητεῖται ἡ ἐπὶ προσωρινῇ εἰσδοχῇ παράδοσις.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ ΙΙΙ.

Εἰδικαὶ Διατάξεις.

Ἄρθρον 5.

Ἕκαστον Συμβαλλόμενον Μέρος, ὑποχρεοῦται, εἰς πᾶσαν περίπτωσιν καθ' ἣν κρίνει τοῦτο δυνατόν, ὅπως μὴ ἀπαιτῇ τὴν διὰ συστάσεως ἐγγυήσεως ἐξασφάλισιν τοῦ ποσοῦ τῶν εἰσαγωγικῶν δασμῶν καὶ φόρων, ἀλλ' ἀρκεῖται εἰς ἔγγραφον ὑπεύθυνον δήλωσιν. Ἡ ἐν λόγῳ ὑπεύθυνος δήλωσις δύναται νὰ ἀξιοῦται, εἴτε δι' ἑκάστην εἰσαγωγήν, εἴτε ἐπὶ γενικωτέρας βάσεως διὰ μίαν ὡρισμένην χρονικὴν περίοδον ἤ, ἐὰν συντρέχῃ περίπτωσις, διὰ τὴν χρονικὴν διάρκειαν δι' ἣν παρεσχέθη ἡ ἔγκρισις εἰς τὸ ἵδρυμα.

Ἄρθρον 6.

Τὸ ἐπὶ προσωρινῇ εἰσδοχῇ παραδοθὲν ἐπιστημονικὸν ὑλικόν, δέον νὰ ἐπανεξαχθῇ ἐντὸς προθεσμίας ἓξ μηνῶν ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας εἰσαγωγῆς. Αἱ Τελωνειακαὶ Ἀρχαὶ τῆς χώρας τῆς προσωρινῆς εἰσαγωγῆς δύνανται ἐν τούτοις νὰ ἀπαιτήσουν, τὴν ἐντὸς βραχυτέρας προθεσμίας ἐπανεξαγωγὴν τοῦ ὑλικοῦ, ἐφ' ὅσον αὕτη κριθῇ ἐπαρκής, διὰ τὴν ἐπίτευξιν τοῦ σκοποῦ τῆς προσωρινῆς εἰσαγωγῆς.

2. Αἱ Τελωνειακαὶ Ἀρχαὶ δύνανται, διὰ βασίμους λόγους, εἴτε νὰ παρέχουν μεγαλυτέραν προθεσμίαν εἴτε νὰ παρατείνουν τὴν ἀρχικὴν τοιαύτην.

3. Ὁσάκις, τὸ ὅλον ἢ μέρος τοῦ ἐπιστημονικοῦ ὑλικοῦ, τὸ ὁποῖον παρεδόθη ἐπὶ προσωρινῇ εἰσδοχῇ, δὲν δύναται νὰ ἐπανεξαχθῇ συνεπείᾳ κατασχέσεως ἑτέρας ἀπὸ τὴν ἐν τῇ ἀτήσει ἰδιωτῶν ἐπιβληθεῖσαν, ἡ ὑποχρέωσις τῆς ἐπανεξαγωγῆς ἀναστέλλεται ἐπὶ ὅσον χρόνον διαρκεῖ ἡ κατάσχεσις.

Ἄρθρον 7.

Ἡ ἐπανεξαγωγὴ ἐπιστημονικοῦ ὑλικοῦ παραδοθέντος ἐπὶ προσωρινῇ εἰσδοχῇ δύναται νὰ πραγματοποιηθῇ διὰ μιᾶς ἢ περισσοτέρων ἀποστολῶν μέσῳ οἱουδήποτε Τελωνείου ἁρμοδίου διὰ τοιαύτας πράξεις, ἔστω καὶ ἐὰν τοῦτο εἶναι ἕτερον τοῦ Τελωνείου Εἰσαγωγῆς.

Ἄρθρον 8.

Ἐπιστημονικὸν ὑλικὸν παραδοθὲν ἐπὶ προσωρινῇ εἰσδοχῇ δύναται νὰ λάβῃ προορισμὸν διάφορον τῆς ἐπανεξαγωγῆς καί, κυρίως, νὰ τεθῇ εἰς τὴν ἐσωτερικὴν κατανάλωσιν, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῆς τηρήσεως τῶν ὅρων καὶ τῶν διατυπώσεων, τῶν προβλεπομένων ὑπὸ τῶν νόμων καὶ κανονισμῶν τῆς χώρας τῆς προσωρινῆς εἰσαγωγῆς.

Ἄρθρον 9.

Παρὰ τὴν ὑπὸ τῆς παρούσης Συμβάσεως προβλεπομένην ὑποχρέωσιν ἐπανεξαγωγῆς, ἡ ἐπανεξαγωγὴ τοῦ ὅλου ἢ μέρους τοῦ ἐπιστημονικοῦ ὑλικοῦ, ὑποστάντος σοβαρὰν ζημίαν εἰς δεόντως βεβαιωθὲν ἀτύχημα, δὲν θ' ἀξιοῦται ὑπὸ τὸν ὅρον ὅπως τὸ ὑλικὸν τοῦτο κατὰ τὴν ἀπόφασιν τῶν τελωνειακῶν ἀρχῶν :

α) ὑποβληθῇ εἰς τοὺς ὀφειλομένους, κατὰ περίπτωσιν, εἰσαγωγικοὺς δασμοὺς καὶ φόρους· ἢ

β) ἐγκαταλειφθῇ ἐλεύθερον πάσης δαπάνης εἰς τὸ Δημόσιον τῆς χώρας προσωρινῆς εἰσαγωγῆς ἢ

γ) καταστραφῇ ὑπὸ ἐπίσημον ἐπίβλεψιν ἄνευ οἱασδήποτε δαπάνης διὰ τὸ Δημόσιον τῆς χώρας προσωρινῆς εἰσαγωγῆς.

Ἄρθρον 10.

Αἱ διατάξεις αἱ προβλεπόμεναι εἰς τὸ ὡς ἄνω ἄρθρον 9 ἐφαρμόζονται ἐπίσης καὶ ἐπὶ τῶν ἀντικατασταθέντων μερῶν κατόπιν ἐπισκευῶν ἢ μετατροπῶν, ἃς ὑπέστη τὸ ἐπιστημονικὸν ὑλικὸν κατὰ τὸν χρόνον τῆς παραμονῆς του εἰς τὴν χώραν τῆς προσωρινῆς εἰσαγωγῆς.

Ἄρθρον 11.

Αἱ διατάξεις τῶν ἄρθρων 6 ἕως καὶ 9 ἐφαρμόζονται ὡσαύτως καὶ ἐπὶ τῶν ἀναφερομένων εἰς τὸ ἄρθρον 2 ἀνταλλακτικῶν καὶ ἐργαλείων.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ IV.

Διάφοροι Διατάξεις.

Ἄρθρον 12.

1. Ἕκαστον Συμβαλλόμενον Μέρος περιορίζει εἰς τὸ ἐλάχιστον τὰς τελωνειακὰς διατυπώσεις τὰς σχετιζομένας πρὸς τὰς ὑπὸ τῆς παρούσης Συμβάσεως προβλεπομένας διευκολύνσεις καὶ δημοσιεύει τὸ ταχύτερον δυνατὸν τοὺς ἐπὶ τῶν διατυπώσεων τούτων ἐκδιδομένους κανονισμούς.

2. Ἡ ἐπαλήθευσις καὶ ὁ τελωνισμὸς τοῦ ἐπιστημονικοῦ ὑλικοῦ, τόσον κατὰ τὴν εἰσαγωγήν, ὅσον καὶ κατὰ τὴν ἐπανεξαγωγὴν ἐνεργοῦνται, ἐφ' ὅσον εἶναι δυνατὸν καὶ πρόσφορον, εἰς τοὺς τόπους χρησιμοποιήσεως τοῦ ὑλικοῦ.

Ἄρθρον 13.

Αἱ διατάξεις τῆς παρούσης Συμβάσεως καθιερώνουν τὸ ἐλάχιστον ὅριον παρασχετέων διευκολύνσεων καὶ δὲν παρακωλύουν τὴν ἐφαρμογὴν μεγαλυτέρων διευκολύνσεων, τὰς ὁποίας ὡρισμένα ἐκ τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν παρέχουν ἤδη ἢ ἤθελον τυχὸν παράσχει μελλοντικῶς, εἴτε διὰ μονομερῶν διατάξεων, εἴτε δυνάμει διμερῶν ἢ πολυμερῶν συμφωνιῶν.

Ἄρθρον 14.

Διὰ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς παρούσης Συμβάσεως, τὰ ἐδάφη τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν, ἅτινα συνιστοῦν τελωνειακὴν ἢ οἰκονομικὴν ἕνωσιν, δύνανται νὰ θεωρῶνται ὡς ἀποτελοῦντα ἐνιαῖον ἔδαφος.

Ἄρθρον 15.

Αἱ διατάξεις τῆς παρούσης Συμβάσεως δὲν συνιστοῦν ἐμπόδιον διὰ τὴν ἐφαρμογὴν ἀπαγορεύσεων καὶ περιορισμῶν ἐπιβαλλομένων ὑπὸ ἐθνικῶν νόμων καὶ κανονισμῶν καὶ θεμελιουμένων εἰς λόγους χρηστῶν ἠθῶν, ἢ δημοσίας τάξεως, δημοσίας ἀσφαλείας, δημοσίας ὑγιεινῆς ἢ ὑγείας ἢ ἀφορῶντας εἰς τὴν προστασίαν διπλωμάτων εὑρεσιτεχνίας (PATENTS) καὶ ἐμπορικῶν σημάτων.

Ἄρθρον 16.

Πᾶσα παράβασις τῶν διατάξεων τῆς παρούσης Συμβάσεως, πᾶσα ὑποκατάστασις, ψευδὴς δήλωσις ἢ ἐνέργεια, ἔχουσα ὡς ἀποτέλεσμα, ὅπως, πρόσωπόν τι (φυσικὸν ἢ νομικὸν) ἢ ὑλικόν τι τύχῃ, ὡς μὴ ἔδει, τῶν προβλεπομένων ὑπὸ τῆς παρούσης Συμβάσεως διευκολύνσεων, ἐκθέτει τὸν παραβάτην, εἰς τὴν χώραν ἔνθα διεπράχθη ἡ παράβασις, εἰς τὰς ὑπὸ τῶν νόμων καὶ κανονισμῶν τῆς χώρας ταύτης προβλεπομένας κυρώσεις καὶ, περιπτώσεως συντρεχούσης, εἰς τὴν πληρωμὴν τῶν ὀφειλομένων εἰσαγωγικῶν δασμῶν καὶ φόρων.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ V.

Τελικαὶ Διατάξεις.

Ἄρθρον 17.

1. Τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη συνέρχονται ὁσάκις παρίσταται ἀνάγκη, ἵνα ἐξετάσουν τοὺς ὅρους ὑφ' οὓς ἐφαρμόζεται ἡ παροῦσα Σύμβασις καὶ κυρίως, ἵνα ἀναζητήσουν τὰ κατάλληλα μέτρα πρὸς διασφάλισιν τῆς ὁμοιομόρφου ἑρμηνείας καὶ ἐφαρμογῆς ταύτης.

2. Αἱ σύνοδοι αὗται συγκαλοῦνται ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως τοῦ Συμβουλίου ἐπὶ τῇ αἰτήσει οἱουδήποτε Συμβαλλομένου Μέρους καί, ἐκτὸς ἀντιθέτου ἀποφάσεως τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν, λαμβάνουν χώραν εἰς τὴν ἕδραν τοῦ Συμβουλίου.

3. Τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη καταρτίζουν τὸν ἐσωτερικὸν κανονισμὸν τῶν συνόδων αὐτῶν. Αἱ ἀποφάσεις τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν λαμβάνονται διὰ πλειοψηφίας τῶν δύο τρίτων τῶν παρόντων καὶ μετεχόντων εἰς τὴν ψηφοφορίαν.

4. Τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη δὲν δύνανται νὰ λαμβάνουν ἐγκύρως ἀπόφασιν ἐπὶ οἱουδήποτε θέματος, εἰμὴ μόνον ἐφ' ὅσον παρίσταται πλέον τοῦ ἡμίσεος αὐτῶν.

Ἄρθρον 18.

1. Πᾶσα διαφορὰ μεταξὺ τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν, ἀφορῶσα εἰς τὴν ἑρμηνείαν ἢ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς παρούσης Συμβάσεως, διευθετεῖται, ὅσον τοῦτο εἶναι δυνατόν, δι' ἀπ' εὐθείας διαπραγματεύσεων μεταξὺ αὐτῶν.

2. Πᾶσα διαφορά, μὴ διευθετουμένη δι' ἀπ' εὐθείας διαπραγματεύσεων, φέρεται ὑπὸ τῶν διαφωνούντων Μερῶν ἐνώπιον τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν, συνερχομένων κατὰ τὰ ὁριζόμενα εἰς τὸ ἄρθρον 17 τῆς παρούσης Συμβάσεως, ἅτινα ἐξετάζουν τὴν διαφορὰν καὶ προβαίνουν εἰς συστάσεις πρὸς διευθέτησιν ταύτης.

3. Τὰ ἐν διαφωνίᾳ Μέρη, δύνανται νὰ συμφωνήσουν ἐκ τῶν προτέρων, ὅπως ἀποδεχθοῦν τὰς συστάσεις τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν.

Ἄρθρον 19.

1. Πᾶν Κράτος-μέλος τοῦ Συμβουλίου καὶ πᾶν Κράτος-μέλος τοῦ Ὀργανισμοῦ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν ἢ τῶν εἰδικῶν αὐτοῦ ὀργανώσεων, δύναται νὰ καταστῇ Συμβαλλόμενον Μέρος εἰς τὴν παροῦσαν Σύμβασιν :

α) διὰ τῆς ὑπογραφῆς ταύτης ἄνευ ἐπιφυλάξεως ἐπικυρώσεως·

β) διὰ τῆς καταθέσεως κυρωτικοῦ ὀργάνου, μετὰ τὴν ὑπ' αὐτοῦ ὑπογραφὴν ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῆς ἐπικυρώσεως· ἢ

γ) διὰ προσχωρήσεως εἰς ταύτην.

2. Ἡ παροῦσα Σύμβασις εἶναι ἀνοικτὴ μέχρι τῆς 30 Ἰουνίου 1969 εἰς τὴν ἕδραν τοῦ Συμβουλίου εἰς Βρυξέλλας, πρὸς ὑπογραφὴν ὑπὸ τῶν ἀναφερομένων ἐν παραγράφῳ 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου κρατῶν. Μετὰ τὴν ἡμερομηνίαν ταύτην θὰ παραμείνῃ ἀνοικτὴ διὰ τὴν προσχώρησιν αὐτῶν.

3. Πᾶν κράτος μὴ μέλος τῶν εἰς τὴν παράγραφον 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου μνημονευομένων ὀργανισμῶν, πρὸς ὃ ἔχει ἀπευθυνθῇ πρόσκλησις πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως τοῦ Συμβουλίου, τῇ αἰτήσει τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν, δύναται νὰ καταστῇ Συμβαλλόμενον Μέρος εἰς τὴν παροῦσαν Σύμβασιν, διὰ προσχωρήσεως μετὰ τὴν θέσιν ταύτης ἐν ἰσχύϊ.

4. Τὰ ὄργανα ἐπικυρώσεως ἢ προσχωρήσεως κατατίθενται εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τοῦ Συμβουλίου.

Ἄρθρον 20.

1. Ἡ παροῦσα Σύμβασις ἄρχεται ἰσχύουσα τρεῖς μῆνας μετὰ τὴν ὑπὸ πέντε ἐκ τῶν ἀναφερομένων εἰς τὴν παράγραφον 1 τοῦ ἄρθρου 19 τῆς παρούσης Συμβάσεως κρατῶν ὑπογραφὴν ταύτης ἄνευ ἐπιφυλάξεως ἐπικυρώσεως ἢ τὴν κατάθεσιν τῶν ὀργάνων αὐτῶν ἐπικυρώσεως ἢ προσχωρήσεως.

2. Δι' οἱονδήποτε Κράτος, ὅπερ ὑπογράφει τὴν παροῦσαν Σύμβασιν ἄνευ ἐπιφυλάξεως ἐπικυρώσεως, ἐπικυροῖ ταύτην ἢ προσχωρεῖ εἰς αὐτὴν μετὰ τὴν ὑπὸ πέντε Κρατῶν, εἴτε ὑπογραφὴν τῆς Συμβάσεως ἄνευ ἐπιφυλάξεως ἐπικυρώσεως, εἴτε κατάθεσιν τῶν ὀργάνων αὐτῶν ἐπικυρώσεως ἢ προσχωρήσεως, ἡ παροῦσα Σύμβασις ἄρχεται ἰσχύουσα τρεῖς μῆνας, μετὰ τὴν ὑπὸ τοῦ ἐν λόγῳ Κράτους ὑπογραφὴν ἄνευ ἐπιφυλάξεως ἐπικυρώσεως ἢ καταθέσεως τοῦ ὀργάνου αὐτοῦ ἐπικυρώσεως ἢ προσχωρήσεως.

Ἄρθρον 21.

1. Ἡ παροῦσα Σύμβασις συνομολογεῖται δι' ἀπεριόριστον διάρκειαν ἰσχύος. Ἐν τούτοις, οἱονδήποτε Συμβαλλόμενον Μέρος δύναται νὰ καταγγείλῃ ταύτην ἀνὰ πᾶσαν στιγμὴν μετὰ τὴν ἡμερομηνίαν ἐνάρξεως τῆς ἰσχύος της, ὡς αὕτη καθορίζεται εἰς τὸ ἄρθρον 20 τῆς παρούσης Συμβάσεως.

2. Ἡ καταγγελία γνωστοποιεῖται δι' ὀργάνου κατατιθεμένου εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τοῦ Συμβουλίου.

3. Ἡ καταγγελία καθίσταται ἐνεργὸς ἓξ μῆνας μετὰ τὴν λῆψιν τοῦ ὀργάνου τῆς καταγγελίας ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως τοῦ Συμβουλίου.

Ἄρθρον 22.

1. Τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη, συνερχόμενα κατὰ τοὺς προβλεπομένους ἐν τῷ ἀνωτέρῳ ἄρθρῳ 17 ὅρους, δύνανται νὰ προτείνουν τροποποιήσεις εἰς τὴν παροῦσαν Σύμβαισν.

2. Τὸ κείμενον πάσης τροποποιήσεως οὕτω προτεινομένης, ἀνακοινοῦται ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως τοῦ Συμβουλίου εἰς ἅπαντα τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη, εἰς ἅπαντα τὰ ὑπογράψαντα τὴν Σύμβασιν λοιπὰ Κράτη, εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τοῦ Ὀργανισμοῦ Ἡνωμένων Ἐθνῶν καὶ εἰς τὸν Γενικὸν Διευθυντὴν τῆς Ὀργανώσεως Ἡνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν Ἐκπαίδευσιν, τὴν Ἐπιστήμην καὶ τὴν Μόρφωσιν (UNESCO).

3. Πᾶν Συμβαλλόμενον Μέρος δύναται, ἐντὸς προθεσμίας ἓξ μηνῶν ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας κοινοποιήσεως τῆς προτεινομένης τροποποιήσεως, νὰ γνωστοποιήσῃ εἰς τὸν ΓενικὸνΓραμματέα τοῦ Συμβουλίου :

α) εἴτε ὅτι, ἔχει ἀντίρρησίν τινα εἰς τὴν προτεινομένην τροποποίησιν,

β) εἴτε ὅτι, καίτοι τοῦτο προτίθεται νὰ ἀποδεχθῇ τὴν προτεινομένην τροποποίησιν, ἐν τούτοις, αἱ ἀναγκαῖαι προϋποθέσεις διὰ τὴν ἀποδοχὴν ταύτης δὲν πληροῦνται εἰσέτι εἰς τὴν χώραν του.

4. Δι' ὅσον χρόνον ἓν Συμβαλλόμενον Μέρος, ὅπερ ἀπηύθυνε τὴν ὑπὸ τῆς ἀνωτέρω παραγράφου 3(β) προβλεπομένην ἀνακοίνωσιν, δὲν ἔχει γνωστοποιήσει εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τοῦ Συμβουλίου τὴν ἀποδοχήν του, δύναται, ἐντὸς προθεσμίας ἐννέα μηνῶν ἀπὸ τῆς ἐκπνοῆς τῆς προθεσμίας τῶν ἓξ μηνῶν τῆς προβλεπομένης ὑπὸ τῆς παραγράφου 3 τοῦ παρόντος ἄρθρου, νὰ ὑποβάλῃ ἀντίρρησιν εἰς τὴν προτεινομένην τροποποίησιν.

5. Ἐφ' ὅσον ἤθελε διατυπωθῇ ἀντίρρησις κατὰ τῆς προτεινομένης τροποποιήσεως συμφώνως πρὸς τοὺς ὅρους τοὺς προβλεπομένους εἰς τὰς παραγράφους 3 καὶ 4 τοῦ παρόντος ἄρθρου, ἡ τροποποίησις λογίζεται μὴ γενομένη ἀποδεκτὴ καὶ παραμένει ἄνευ ἀποτελέσματος.

6. Ἐὰν οὐδεμία ἀντίρρησις κατὰ τῆς προτεινομένης τροποποιήσεως διετυπώθη συμφώνως πρὸς τοὺς προβλεπομένους εἰς τὰς παραγράφους 3 καὶ 4 τοῦ παρόντος ἄρθρου ὅρους, ἡ τροποποίησις λογίζεται γενομένη ἀποδεκτὴ κατὰ τὴν ὡς κάτωθι προσδιοριζομένην ἡμερομηνίαν :

α) Ὁσάκις οὐδὲν Συμβαλλόμενον Μέρος ἀπηύθυνεν ἀνακοίνωσιν κατ' ἐφαρμογὴν τῆς παραγράφου 3(β) τοῦ παρόντος ἄρθρου, κατὰ τὴν ἐκπνοὴν τῆς ἐν παραγράφῳ 3 προβλεπομένης προθεσμίας τῶν ἓξ μηνῶν.

β) Ὁσάκις ἓν ἢ πλείονα Συμβαλλόμενα Μέρη, ἀπηύθυνον ἀνακοίνωσιν κατ' ἐφαρμογὴν τῆς παραγράφου 3(β) τοῦ παρόντος ἄρθρου κατὰ τὴν πλησιεστέραν ἐκ τῶν κάτωθι δύο ἡμερομηνιῶν :

ι) τὴν ἡμερομηνίαν καθ' ἣν ἅπαντα τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη, ἅτινα εἶχον ἀπευθύνει τοιαύτην ἀνακοίνωσιν, ἐγνωστοποίησαν εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τοῦ Συμβουλίου τὴν ὑπ' αὐτῶν ἀποδοχὴν τῆς προτεινομένης τροποποιήσεως, τῆς ἡμερομηνίας ταύτης μεταφερομένης οὐχ' ἧττον εἰς τὴν λῆξιν τῆς ἑξαμήνου προθεσμίας, ἥτις προβλέπεται εἰς τὴν παράγραφον 3 τοῦ παρόντος ἄρθρου, ἐφ' ὅσον ἅπασαι αἱ προσχωρήσεις ἀνεκοινώθησαν πρὸ τῆς ἐκπνοῆς τῆς προθεσμίας ταύτης.

ιι) τὴν ἡμερομηνίαν ἐκπνοῆς τῆς ἐν παραγράφῳ 4 τοῦ παρόντος ἄρθρου προβλεπομένης ἐννεαμήνου προθεσμίας.

7. Πᾶσα τροποποίησις λογιζομένη ὡς ἀποδεκτὴ γενομένη, τίθεται ἐν ἰσχύϊ ἓξ μῆνας μετὰ τὴν ἡμερομηνίαν, καθ' ἣν αὕτη ἐλογίσθη ὡς γενομένη ἀποδεκτή.

8. Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς τοῦ Συμβουλίου γνωστοποιεῖ, τὸ ταχύτερον δυνατόν,πρὸς ἅπαντα τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη καὶ τὰ λοιπὰ ὑπογράψαντα τὴν Σύμβασιν Κράτη, πᾶσαν ἀντίρρησιν, διατυπωθεῖσαν συμφώνως πρὸς τὴν παράγραφον 3(α) τοῦ παρόντος ἄρθρου, ὡς καὶ πᾶσαν ἀνακοίνωσιν ἀπευθυνθεῖσαν συμφώνως πρὸς τὴν παράγραφον 3(β). Οὗτος πληροφορεῖ περαιτέρω ἅπαντα τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη καὶ τὰ λοιπὰ ὑπογράψαντα τὴν Σύμβασιν Κράτη, ἐὰν τὸ ἢ τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη, ἅτινα ἀπηύθυνον μίαν τοιαύτην ἀνακοίνωσιν, ἐγείρουν ἀντίρρησιν κατὰ τῆς προτεινομένης τροποποιήσεως ἢ ἀποδέχωνται ταύτην.

9. Πᾶν Κράτος, τὸ ὁποῖον ἐπικυροῖ τὴν παροῦσαν Σύμβασιν ἢ προσχωρεῖ εἰς ταύτην λογίζεται ὡς ἔχον ἀποδεχθῇ τὰς τροποποιήσεις, αἵτινες ἔχουν τεθῇ ἐν ἰσχύϊ κατὰ τὴν ἡμερομηνίαν τῆς καταθέσεως τοῦ ὀργάνου αὐτοῦ ἐπικυρώσεως ἢ προσχωρήσεως.

Ἄρθρον 23.

1. Πᾶν Κράτος δύναται, εἴτε κατὰ τὸν χρόνον τῆς ὑπογραφῆς τῆς παρούσης Συμβάσεως ἄνευ ἐπιφυλάξεως ἐπικυρώσεως, τῆς ἐπικυρώσεως ἢ προσχωρήσεως, εἴτε καὶ μεταγενεστέρως, νὰ γνωστοποιήσῃ εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τοῦ Συμβουλίου, ὅτι ἡ παροῦσα Σύμβασις ἐπεκτείνεται ἐπὶ τοῦ συνόλου ἢ ἐπὶ ὡρισμένων ἐκ τῶν ἐδαφῶν, τῶν ὁποίων αἱ διεθνεῖς σχέσεις ἔχουν τεθῇ ὑπὸ τὴν εὐθύνην του ἢ τῶν ὁποίων τοῦτο ἔχει ἀναλάβει τὴν εὐθύνην διεθνῶς. Ἡ γνωστοποίησις αὕτη καθίσταται ἐνεργὸς τρεῖς μῆνας μετὰ τὴν ἡμερομηνίαν λήψεως ταύτης ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως τοῦ Συμβουλίου. Ἡ Σύμβασις, ἐν τούτοις, δὲν δύναται νὰ ἐφαρμοσθῇ ἐπὶ τῶν κατονομαζομένων ἐν τῇ γνωστοποιήσει ἐδαφῶν, πρὶν ἢ τεθῇ αὕτη ἐν ἰσχύϊ ὡς πρὸς αὐτὸ τοῦτο τὸ ἐνδιαφερόμενον Κράτος.

2. Πᾶν Κράτος, τὸ ὁποῖον, κατ' ἐφαρμογὴν τῆς παραγράφου 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου, ἐγνωστοποίησεν ὅτι, ἡ παροῦσα Σύμβασις ἐπεκτείνεται ἐπὶ τινος ἐδάφους, αἱ διεθνεῖς σχέσεις τοῦ ὁποίου ἐτέθησαν ὑπὸ τὴν εὐθύνην αὐτοῦ ἢ τοῦ ὁποίου τὴν εὐθύνην ἔχει τοῦτο ἀναλάβει διεθνῶς, δύναται νὰ γνωστοποιήσῃ εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τοῦ Συμβουλίου, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 21 τῆς παρούσης Συμβάσεως, ὅτι τὸ ἔδαφος τοῦτο θὰ παύσῃ νὰ ἐφαρμόζῃ τὴν Σύμβασιν.

Ἄρθρον 24.

Οὐδεμία ἐπιφύλαξις εἰς τὴν παροῦσαν Σύμβασιν ἐπιτρέπεται.

Ἄρθρον 25.

Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς τοῦ Συμβουλίου γνωστοποιεῖ πρὸς πάντα τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη, ὡς καὶ πρὸς τὰ λοιπὰ ὑπογράψαντα τὴν Σύμβασιν Κράτη, πρὸς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν καὶ πρὸς τὸν Γενικὸν Διευθυντὴν τῆς Ὀργανώσεως τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν Ἐκπαίδευσιν, τὴν Ἐπιστήμην καὶ τὴν Μόρφωσιν (UNESCO):

α) τὰς ὑπογραφάς, ἐπικυρώσεις καὶ προσχωρήσεις αἵτινες προβλέπονται εἰς τὸ ἄρθρον 19 τῆς παρούσης Συμβάσεως.

β) τὴν ἡμερομηνίαν καθ' ἣν ἡ παροῦσα Σύμβασις τίθεται ἐν ἰσχύϊ, συμφώνως τῷ ἄρθρῳ 20.

γ) τὰς καταγγελίας τὰς ληφθείσας συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον 21.

δ) τὰς τροποποιήσεις τὰς λογιζομένας ὡς γενομένας ἀποδεκτὰς συμφώνως τῷ ἄρθρῳ 22, ὡς καὶ τὴν ἡμερομηνίαν τῆς θέσεώς των ἐν ἰσχύϊ.

ε) τὰς γνωστοποιήσεις τὰς ληφθείσας συμφώνως τῷ ἄρθρῳ 23.

Ἄρθρον 26.

Συμφώνως τῷ ἄρθρῳ 102 τοῦ Χάρτου τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν, ἡ παροῦσα Σύμβασις θέλει καταχωρηθῇ παρὰ τῇ Γραμματείᾳ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν τῇ αἰτήσει τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως τοῦ Συμβουλίου.

Εἰς πίστωσιν τῶν ἀνωτέρω, οἱ ὑπογεγραμμένοι, δεόντως πρὸς τοῦτο ἐξουσιοδοτημένοι, ὑπέγραψαν τὴν παροῦσαν Σύμβασιν.

Ἐγένετο ἐν Βρυξέλλαις τὴν ἐνδεκάτην Ἰουνίου τοῦ ἔτους χίλια ἐννεακόσια ἑξήκοντα ὀκτὼ εἰς τὴν γαλλικὴν καὶ ἀγγλικὴν γλῶσσας, ἀμφοτέρων τῶν κειμένων τούτων ἐχόντων τὴν αὐτὴν αὐθεντικὴν ἰσχύν, εἰς ἕν μόνον πρωτότυπον, ὅπερ θέλει κατατεθῇ εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τοῦ Συμβουλίου, ὅστις θέλει διαβιβάσει κεκυρωμένα ἀκριβῆ ἀντίγραφα τούτου εἰς ἅπαντα τὰ Κράτη, τὰ ἀναφερόμενα εἰς τὴν παράγραφον 1 τοῦ ἄρθρου 19 τῆς παρούσης Συμβάσεως.

Η ΥΠΗΡΕΣΙΑ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ

ΓΝΩΣΤΟΠΟΙΕΙ ΟΤΙ:

Ἡ ἐτησία συνδρομὴ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως, ἡ τιμὴ τῶν τμηματικῶς πωλουμένων φύλλων αὐτῆς καὶ τὰ τέλη δημοσιεύσεως ἐν τῇ Ἐφημερίδι τῆς Κυβερνήσεως, καθωρίσθησαν ἀπὸ 1ης Ἰανουαρίου 1973 ὡς κάτωθι:

Α.' ΕΤΗΣΙΑΙ ΣΥΝΔΡΟΜΑΙ

1. Διὰ τὸ Τεῦχος Α'	Δραχ.	400
2. » » » Β'	»	400
3. » » » Γ'	»	300
4. » » » Δ'	»	700
5. » » » Πράξεις Νομικῶν Προσώπων Δ.Δ. κ.λ.π.	»	300
6. » » Παράρτημα	»	200
7. » » Δελτίον Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν κ.λ.π.	»	1.500
8. » » Δελτίον Ἐμπορικῆς καὶ Βιομηχανικῆς Ἰδιοκτησίας	»	200
9. Δι' ἅπαντα τὰ τεύχη, τὸ Παράρτημα καὶ τὰ Δελτία	»	3.500

Οἱ Δῆμοι καὶ αἱ Κοινότητες τοῦ Κράτους καταβάλλουσι τὸ ἥμισυ τῶν ἀνωτέρω συνδρομῶν.

Ὑπὲρ τοῦ Ταμείου Ἀλληλοβοηθείας Προσωπικοῦ τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ) ἀναλογοῦν τὰ ἑξῆς ποσά:

1. Διὰ τὸ Τεῦχος Α'	Δραχ.	20
2. » » » Β'	»	20
3. » » » Γ'	»	15
4. » » » Δ'	»	35
5. » » » Πράξεις Νομικῶν Προσώπων Δημ. Δικαίου κ.λ.π.	»	15
6. » » Παράρτημα	»	10
7. » » Δελτίον Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν	»	75
8. » » Δελτίον Ἐμπ. καὶ Βιομ. Ἰδιοκτησίας	»	10
9. Δι' ἅπαντα τὰ τεύχη	»	175

Β.' ΤΙΜΗ ΦΥΛΛΩΝ

Ἕκαστον φύλλον, μέχρις 8 σελίδων, τιμᾶται δραχ. 2, ἀπὸ 9 ἕως 40 σελ. δραχ. 5, ἀπὸ 41 ἕως 80 σελ. δραχ. 10, ἀπὸ 81 σελ. καὶ ἄνω ἡ τιμὴ πωλήσεως ἑκάστου φύλλου προσαυξάνεται κατὰ δραχ. 10 ἀνὰ 80 σελίδας.

Γ.' ΤΕΛΗ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ

Ι. Εἰς τὸ Δελτίον Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν καὶ Ἑταιρειῶν Περιωρισμένης Εὐθύνης:

Α.' Δημοσιεύματα Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν

1. Τῶν δικαστικῶν πράξεων	Δραχ.	200
2. Τῶν καταστατικῶν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν	»	5.000
3. Τῶν τροποποιήσεων τῶν καταστατικῶν τῶν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν	»	1.000
4. Τῶν ἀνακοινώσεων καὶ προσκλήσεων εἰς γενικὰς συνελεύσεις, τῶν κατὰ τὸ ἄρθρον 32 τοῦ Ν. 3221/24 γνωστοποιήσεων, ὡς καὶ τῶν ἀνακοινώσεων τῶν προβλεπομένων ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 59 παρ. 3 τοῦ Ν.Δ. 400/70 περὶ Ἀλλοδαπῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἑταιρειῶν	»	500
5. Τῶν ἀνακοινώσεων τῶν ὑπὸ διάλυσιν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν, κατὰ τὸ Β.Δ. 20/5/1939.	»	100
6. Τῶν Ἰσολογισμῶν τῶν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν.	»	2.000
7. Τῶν συνοπτικῶν μηνιαίων καταστάσεων τῶν Τραπεζικῶν Ἑταιρειῶν	»	500
8. Τῶν ἀποφάσεων περὶ ἐγκρίσεως τιμολογίων τῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἑταιρειῶν	»	300
9. Τῶν ὑπουργικῶν ἀποφάσεων περὶ παροχῆς ἀδείας ἐπεκτάσεως τῶν ἐργασιῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἑταιρειῶν, ὡς καὶ τῶν ἐκθέσεων περιουσιακῶν στοιχείων	»	2.000
10. Τῶν περὶ παροχῆς πληρεξουσιότητος πρὸς ἀντιπροσώπευσιν ἐν Ἑλλάδι ἀλλοδαπῶν Ἑταιρειῶν, ὡς καὶ τῶν ἀποφάσεων περὶ μεταβιβάσεως τοῦ χαρτοφυλακίου Ἀσφαλιστικῶν Ἑταιρειῶν κατὰ τὸ ἄρθρον 59 παρ. 1 τοῦ Ν.Δ. 400/70	»	1.000
11. Τῶν ἀποφάσεων περὶ συγχωνεύσεως Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν	»	5.000
12. Τῶν ἀποφάσεων τῆς Ἐπιτροπῆς τοῦ Χρηματιστηρίου περὶ εἰσαγωγῆς χρεωγράφων εἰς τὸ Χρηματιστήριον πρὸς διαπραγμάτευσιν, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 2 παρ. 3 Α.Ν. 148/67	Δραχ.	500
13. Τῶν ἀποφάσεων τῆς Ἐπιτροπῆς κεφαλαιαγορᾶς περὶ διαγραφῆς χρεωγράφων ἐκ τοῦ Χρηματιστηρίου, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 2 παρ. 4 Α.Ν. 148/1967	»	500

Β.' Δημοσιεύματα Ἑταιρειῶν Περιωρισμένης Εὐθύνης

1. Τῶν καταστατικῶν	Δραχ.	500
2. Τῶν τροποποιήσεων τῶν καταστατικῶν	»	200
3. Τῶν ἀνακοινώσεων καὶ προσκλήσεων	»	100
4. Τῶν Ἰσολογισμῶν	»	500
5. Τῶν ἐκθέσεων ἐκτιμήσεως περιουσιακῶν στοιχείων	»	500

Γ.' Δημοσιεύματα Ἀλληλασφαλιστικῶν Συνεταιρισμῶν – Ἀλληλασφαλιστικῶν Ταμείων

1. Τῶν Ὑπουργικῶν ἀποφάσεων περὶ χορηγήσεως ἀδείας λειτουργίας Ἀλληλασφαλιστικῶν Συνεταιρισμῶν– Ἀλληλασφαλιστικῶν Ταμείων	»	500
2. Τῶν Ἰσολογισμῶν τῶν Ἀλληλασφαλιστικῶν Συν/σμῶν – Ἀλληλασφαλιστικῶν Ταμείων ὡς καὶ τῶν Φιλανθρωπικῶν Σωματείων	»	500

ΙΙ. Εἰς τὸ Δ' Τεῦχος καὶ Παράρτημα

1. Τῶν δικαστικῶν πράξεων, προσκλήσεων καὶ λοιπῶν δημοσιεύσεων	»	200
2. Τῶν ἀδειῶν πωλήσεως ἰαματικῶν ὑδάτων	»	500

Τὸ ὑπὲρ τοῦ Ταμείου Ἀλληλοβοηθείας Προσωπικοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ) καταβλητέον ποσοστὸν ἐπὶ τῶν τελῶν δημοσιεύσεων ἐν τῷ Δελτίῳ Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν καὶ Ἑταιρειῶν Περιωρισμένης Εὐθύνης ἐν γένει ὡρίσθη εἰς 5 %.

Δ.' ΚΑΤΑΒΟΛΗ ΣΥΝΔΡΟΜΩΝ - ΤΕΛΩΝ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ ΚΑΙ ΠΟΣΟΣΤΩΝ Τ.Α.Π.Ε.Τ.

1. Αἱ συνδρομαὶ τοῦ ἐσωτερικοῦ καὶ τὰ τέλη δημοσιεύσεων προκαταβάλλονται εἰς τὰ Δημόσια Ταμεῖα ἐναντι ἀποδεικτικοῦ εἰσπράξεως, ὅπερ, μερίμνῃ τοῦ ἐνδιαφερομένου, ἀποστέλλεται εἰς τὴν Ὑπηρεσίαν τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου.

2. Αἱ συνδρομαὶ τοῦ ἐξωτερικοῦ δύνανται ν' ἀποστέλλωνται καὶ εἰς ἀνάλογον συνάλλαγμα δι' ἐπιταγῆς ἐπ' ὀνόματι τοῦ Διευθυντοῦ τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου.

3. Ἡ καταβολὴ τοῦ ὑπὲρ τοῦ Τ.Α.Π.Ε.Τ. ποσοστοῦ ἐπὶ τῶν ἀνωτέρω συνδρομῶν καὶ τελῶν δημοσιεύσεων ἐνεργεῖται ἐν Ἀθήναις μὲν εἰς τὸ Ταμεῖον τοῦ ΤΑΠΕΤ (Κατάστημα Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου), ἐν ταῖς λοιπαῖς δὲ πόλεσι τοῦ Κράτους εἰς τὰ Δημόσια Ταμεῖα, ὅπερ ἀποδίδεται εἰς τὸ ΤΑΠΕΤ, συμφώνως πρὸς τὰ ὁριζόμενα διὰ τῶν ὑπ' ἀριθ. 192378/3639 τοῦ ἔτους 1947 (RONEO 185) καὶ 178048/5321/31.7.65 (RONEO 139) ἐγκυκλίων διαταγῶν τοῦ Γενικοῦ Λογιστηρίου τοῦ Κράτους. Ἐπὶ συνδρομῶν ἐξωτερικοῦ ἀποστελλομένων δι' ἐπιταγῶν, συναποστέλλεται διὰ τῶν ἐπιταγῶν καὶ τὸ ὑπὲρ τοῦ ΤΑΠΕΤ ποσοστόν.

Ο ΠΡΟΪΣΤΑΜΕΝΟΣ ΤΗΣ ΥΠΗΡΕΣΙΑΣ Ε.Τ.
Θ. ΚΩΣΤΟΜΗΤΣΟΠΟΥΛΟΣ

ΕΚ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ